

PRÉSIDENTIELLE & LÉGISLATIVES 2022



Cercle Vulnérabilités et Société

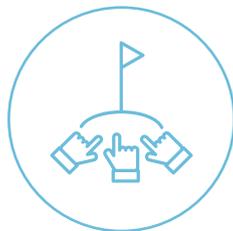
#MaVoixCompte2022

Faire entendre la voix de 2 millions de personnes en situation de fragilité mentale.

15 propositions aux candidat(e)s

SOMMAIRE

	Rappel et objectifs de #MaVoixCompte2022	3
	#MaVoixCompte2022 en quelques chiffres	4
	Enseignements tirés de #MaVoixCompte2022	5
	15 propositions issues des 5 thèmes les plus souvent abordés lors des ateliers	6
	Conclusion	8
	Annexe : synthèse complète des thèmes et propositions	9



RAPPEL ET OBJECTIFS DE #MAVOIXCOMPTE2022

#MaVoixCompte 2022¹ portée par le Cercle Vulnérabilités et Société, **entend aider les personnes en situation de fragilité mentale** (handicap, troubles cognitifs, maladie neuro-dégénérative, troubles du vieillissement, etc.) à exercer leur droit de vote. Bien qu'inscrit dans la loi, ce droit reste en effet largement méconnu et sous-utilisé. 2 millions de personnes en situation de fragilité mentale sont concernées.

#MaVoixCompte 2022 ambitionne donc, à l'occasion des rendez-vous électoraux successifs de 2022 (présidentielle et législatives), de **donner graduellement envie aux personnes en situation de fragilité mentale** (handicap, maladie, grand âge) **d'exprimer leur voix et de faire usage de cette prérogative essentielle en démocratie, au même titre que tout citoyen.**

Cette opération est le résultat d'un processus qui s'inscrit dans une dynamique longue :

- Elle a débuté lors du Grand Débat National de 2019 pour lequel le Cercle Vulnérabilités et Société avait organisé des rencontres-débats entre personnes âgées et/ou handicapées autour de deux thématiques choisies : l'écologie et la citoyenneté.
- Elle s'est enrichie lors des élections municipales de 2020, avec la tenue d'atelier « Vote et Handicap » dans les établissements (EHPAD, FAM, MAS...) sur des sujets relevant des politiques locales (écologie, mobilités, aide sociale...) en vue d'impliquer les personnes et d'interpeller les élus locaux.
- Elle s'est élargie à l'occasion des élections présidentielle et législatives, avec la tenue de nouveaux ateliers-débats (entre mai 2021 et mars 2022) portant cette fois sur des sujets d'intérêt général d'ampleur nationale et internationale, débordant la situation particulière de ces publics, et pour lesquels les participants ont été invités à formuler des propositions concrètes.

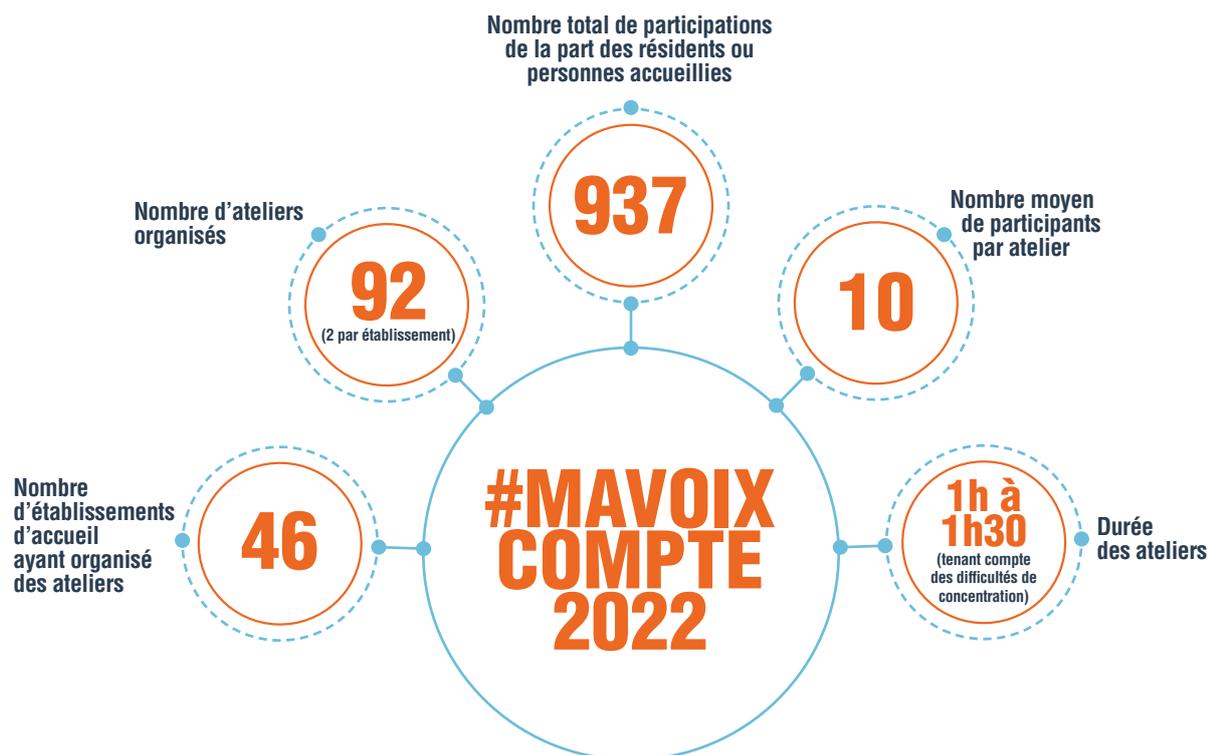
Cette opération poursuit 3 objectifs :

- ➊ Décomplexer les personnes en situation de fragilité mentale face à l'exercice du droit de vote qui a été spécifiquement étendu depuis la loi de 2019.
- ➋ Stimuler leur désir de réfléchir ensemble, d'exprimer des opinions et de débattre dans un cadre accompagné et dans le respect des règles démocratiques.
- ➌ Les motiver à s'inscrire sur les listes électorales et à aller effectivement voter s'ils le souhaitent.

1. Un kit méthodologique a été élaboré par le Cercle Vulnérabilités et Société pour assister les animateurs de ces ateliers. Ce kit a été coconstruit avec AD-PA, ADEF Résidences, L'Arche en France, Armée du Salut, Croix-Rouge française, Enéal, Fondation Partage et Vie, France Alzheimer, Korian, Œuvre Falret, Maisons de famille, Vivre et Devenir.



#MAVOIXCOMPTE2022 EN QUELQUES CHIFFRES



Le public ayant participé

Personnes adultes résidant dans une institution (EPHAD, MAS, foyer d'accueil...) **vivant avec un handicap mental** (cognitif, psychique) ou de déficience intellectuelle, personnes vivant avec une affection ou une maladie chronique ayant un impact mental (neurologiques, psychiatriques...), **personnes âgées affectées par une diminution de leurs capacités cérébrales, etc.**

Dans chaque établissement, un premier atelier (atelier 1) a généralement porté sur les élections, le droit de vote et l'intérêt de l'utiliser. Un second atelier (atelier 2) a porté sur une thématique choisie par les participants et sur la construction collective de propositions.



ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA DÉMARCHE

À l'annonce du projet et de son ambition, les établissements ont manifesté une réelle curiosité malgré les difficultés bien comprises de mise en œuvre.

Plusieurs ateliers ont signalé le scepticisme initial des participants quant à la possibilité que ces propositions puissent avoir un impact sur des candidats perçus comme peu à l'écoute. *« Difficultés pour certains majeurs à émettre des idées, mais groupe investi, dynamique en demande de compréhension ».*

Mais les participants, au fil du processus, se sont globalement pris au jeu et ont généreusement nourri les débats avec un foisonnement de réflexions : *« les résidents avaient de l'inspiration ».* *« Plein d'idées qui germent ».* *« Au fil des questions et des échanges, ils ont pu exprimer certaines choses en disant "on verra bien" ».*

Il était manifestement plus facile de discuter sur les principes du droit de vote (atelier 1) que d'émettre des propositions sur la thématique choisie (atelier 2) plus exigeante tant en termes d'animation que d'implication.

Les participants ont manifesté une **réelle capacité à se saisir de sujets d'intérêt général**. Ils ont témoigné ainsi d'une aptitude plutôt inattendue à se décentrer de leur situation personnelle pour élaborer une réflexion collective sur des thématiques dont la complexité laisserait de toutes façons perplexe tout citoyen. Grâce à un accompagnement précis de leurs animateurs, ils ont pu se décomplexer et découvrir ou redécouvrir un plaisir à réfléchir et à débattre ensemble de ces questions d'avenir.

« Les conversations ont démarré lentement, mais une fois le sujet lancé, les résidents, faisant appel à leur mémoire et à leur fonctionnement les jours de vote, ont bavardé finalement entre eux et ont évoqué ce qu'ils comprennent de la campagne électorale actuelle ».

De façon notable, il apparaît que les propositions émanant de personnes en situation de fragilité mentale ne détonnent en rien par rapport à celles de publics qui ne seraient pas pareillement fragilisés. Elles émanent de citoyens concernés éprouvant sans doute plus que d'autres des difficultés à se concentrer, à construire et à exprimer une opinion, mais qui, correctement accompagnés par des animateurs investis, produisent des propositions raisonnables qui surprennent également par leur caractère très opérationnel. Le résultat est puissant et réjouissant.

Selon les animateurs, *« chacun des participants a pu faire entendre sa voix et se livrer activement à cet exercice démocratique ».* *« Les participants très investis par ce projet n'ont pas hésité à prolonger les séances. »* *« Nous souhaitons à l'unanimité que ce type d'opération soit reconduit ».*

De façon générale *« Les résidents se sont sentis valorisés grâce à ces ateliers. Ils écoutent désormais les déclarations des candidats à la radio ou à la télévision ».*



15 PROPOSITIONS ISSUES DES 5 THÈMES LES PLUS SOUVENT ABORDÉS

SANTÉ ET ÉCONOMIE

- 1 **Lutter contre les déserts médicaux** par la suppression du numerus clausus, le développement des maisons de santé avec l'appui des mairies (à 30 minutes max), la revalorisation du métier de soignant et d'accompagnant.
- 2 **Garantir l'accès aux soins** : réduire les délais de rendez-vous, organiser le transport (navettes) vers les lieux de soins, renforcer les actions d'éducation, de prévention et de soin pour les personnes précaires, et au-delà, envisager la santé mentale comme une grande cause nationale.
- 3 **Encourager l'attrait des métiers de la santé** en reconnaissant la pénibilité du métier de soignant, en centrant les formations sur le bien-être des patients, en soutenant les aidants familiaux (accueil temporaire, répit...).

LIBERTÉ ET SÉCURITÉ

- 4 **Garantir le respect des choix** autour des actes du quotidien (douches, repas, participation aux animations, hospitalisation) et réduire l'excès de réglementation qui freine la liberté.
- 5 **Garantir l'inclusion dès l'école maternelle**, la lutte contre les discriminations et la sanction des stigmatisations (moqueries et jugements portés sur la différence comme le handicap), l'accès pour tous à des logements décentes...
- 6 **Favoriser la mobilité des personnes** : gratuité des transports en commun, mise en place de transports adaptés pour les personnes âgées, aménagements des trottoirs pour les personnes à mobilité réduite...
- 7 **Renforcer la sécurité des personnes** à travers une série de mesures très fermes qui passent par exemple par un renforcement des forces de police et des militaires et l'amélioration de leur formation et de leurs moyens.

ÉCOLOGIE ET RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

- 8 **Impulser un changement de mode de vie plus respectueux de l'environnement**, à commencer par les établissements, mais aussi au niveau des villes et au niveau national.
- 9 **Développer l'éducation à la protection de la planète**, sensibiliser davantage les élèves à partir de l'école primaire sur la biodiversité pour avoir des comportements écoresponsables, enseigner aussi les anciens métiers...

COOPÉRATION ENTRE LES GÉNÉRATIONS

- ⑩ **Financer la branche « autonomie » pour réduire les coûts pour les personnes et les familles.**
- ⑪ **Créer des emplois étudiants** le week-end et pendant les vacances scolaires **dans les EHPAD pour favoriser les échanges** (partage d'expérience, témoignage, formations « à la vie »).
- ⑫ **Développer des partenariats avec des écoles**, de la maternelle au lycée, à travers des rendez-vous hebdomadaires (témoignages, récits historiques, vie des générations précédentes...).

CITOYENNETÉ

- ⑬ **Faciliter les conditions d'accès au vote pour tous**, en aidant à l'acheminement des personnes et en démultipliant les canaux ou moyens d'accéder au vote (voie postale, vote électronique, voter dans une autre commune que la commune de résidence...).
- ⑭ **Inscrire le vote comme un devoir citoyen**, allant jusqu'à le rendre obligatoire, aux côtés d'autres mesures telles que le service militaire ou civique.
- ⑮ **Renforcer la citoyenneté de proximité**, à travers notamment la création de commissions citoyennes locales ou bien encore la valorisation du bénévolat.



CONCLUSION

Avec #MaVoixCompte2022, le Cercle Vulnérabilités et Société entend contribuer à ce que les personnes en situation de fragilité mentale prennent une conscience pleine et entière d'une citoyenneté dont elles se sentent parfois éloignées.

Que les personnes choisissent finalement d'aller voter ou de s'abstenir - ce qui est également leur droit souverain -, nous espérons que chacun des participants aura pu ainsi mesurer :

- ① que son vote compte autant que celui de tout citoyen et que c'est une prérogative réelle de tout citoyen ;**
- ② que sa voix (sa parole) compte autant que celle de tout citoyen et qu'il/elle se sentira encouragé(e) à s'impliquer sans complexe dans la réflexion et le débat d'idées au sein de son lieu de vie.**

D'ailleurs, les résidents l'expriment sans détours :

« Le Président devrait être à l'écoute, il doit trouver le temps de nous écouter ».

Leur message aux candidats et aux élus est clair :

« Nous attendons vos propositions ».



ANNEXE

SYNTHÈSE COMPLÈTE DES PRINCIPAUX THÈMES ET PROPOSITIONS

Parmi les thèmes proposés à la discussion, ceux qui ont été le plus souvent abordés sont : santé et économie ; liberté et sécurité ; écologie et réchauffement climatique ; coopération entre les générations et citoyenneté.

D'autres sujets ont été spontanément discutés : grand-âge, éducation, solidarités, économie, attestant de l'intérêt de ces publics à la fois pour des sujets qui les touchent directement, mais également pour la politique au sens large. Les débats ont parfois porté sur les croisements entre ces thématiques. Ex : éducation à la citoyenneté et à l'écologie ; accès aux soins et liberté, formation intergénérationnelle au digital...

> Santé et économie

Ce thème apparaît en première position des préoccupations tant pour soi (santé individuelle) que pour la collectivité (santé publique), sans doute renforcé par l'effet COVID. La santé publique apparaît comme un objectif premier. Trois thèmes sont apparus comme particulièrement préoccupants : les déserts médicaux, l'accès aux soins et le coût des soins.

Inquiets des **déserts médicaux**, les résidents font preuve d'une bonne information sur le sujet. Ils préconisent notamment la suppression du numerus clausus, le développement des maisons de santé avec l'appui des mairies (à 30 minutes max), la revalorisation du métier de soignant, la valorisation du temps de la relation pour les professionnels de santé, l'attribution de bourses et d'aides à l'installation (avec durée minimum), la revalorisation des visites de soignants à domicile...

Pour mieux garantir l'**accès aux soins**, les résidents demandent notamment de faire de la santé mentale une cause nationale, de réduire les délais de rendez-vous, d'organiser le transport (navettes) vers les lieux de soins, de renforcer les actions d'éducation, de prévention et de soin pour les personnes précaires, d'arrêter la fermeture des lits hospitaliers...

De manière assez remarquable, la question du **coût de soins** est abordée autant sous l'angle individuel (reste à charge) que sous l'angle collectif (coût pour la collectivité). Ils réclament par exemple un meilleur remboursement des appareils auditifs, des lunettes et des médicaments pour les personnes âgées, le remboursement des produits hygiéniques féminins intimes et des produits de contraception, de réduire les inégalités d'accès aux compléments santé... Plus largement, ils suggèrent notamment de ne rembourser que les maladies pour lesquelles nous ne sommes pas responsables afin de limiter les dépenses, de renforcer les contrôles pour éviter les fraudes, d'adapter les prescriptions médicales aux stocks encore détenus par les patients, d'interdire de s'enrichir sur la santé, la dépendance et le handicap, de mettre plus à contribution les proches pour subvenir aux besoins de la famille (souvenir d'une époque où la sécurité sociale n'existait pas)...

Pour améliorer **leur situation**, ils recommandent d'accorder plus d'heures pour le ménage ou les soins à domicile pour éviter le transfert en établissement, de faciliter l'accueil des animaux de compagnie dans les structures d'accueil, de promouvoir les salles de sport adaptées aux handicapés, de veiller à une meilleure qualité de la restauration, de prendre davantage en compte les avis des usagers des structures (violence du confinement), de créer des logements adaptés aux personnes en situation de handicap psychique, de créer une plateforme administrative qui regrouperait toutes les aides possibles afin de faciliter les démarches ...

Également sensibles à la condition de **ceux qui prennent soin d'eux**, ils suggèrent d'encourager les jeunes aux métiers de la santé, de reconnaître la pénibilité du métier de soignant afin de permettre un départ à la retraite anticipé, de centrer les formations sur le bien-être du résident, de mieux accompagner les parents vieillissants d'enfants handicapés, de soutenir les aidants familiaux en développant les accueils temporaires, les plateformes de répit, les "vacances-répit», ...

Réceptifs aux **enjeux de société sanitaires**, ils évoquent la possibilité de dépénaliser la consommation du cannabis, de poursuivre la lutte contre le COVID par le développement de la science, de documenter son impact sur les jeunes (impact du masque sur la respiration, la socialisation), de développer la recherche sur les maladies chroniques rares, de respecter les choix de non-acharnement thérapeutique ou encore de légaliser l'euthanasie. Pour ce qui concerne les **enjeux économiques** au sens large, ils avancent les idées d'indexer les salaires et les pensions sur l'inflation, d'arrêter les délocalisations, de baisser la TVA sur les produits locaux pour favoriser les circuits courts, d'obliger les constructeurs à proposer des produits réparables pour en finir avec l'obsolescence programmée...

➤ Liberté et sécurité

Le deuxième thème le plus préoccupant, sans doute amplifié par des éléments de contexte (terrorisme, crise sanitaire, conflits) est celui des libertés et de la sécurité. Sur ce thème également, les résidents ont su faire preuve d'une certaine hauteur de vue par rapport à leur situation immédiate. La perception des libertés passe par plusieurs points sur lesquels les personnes appellent les responsables politiques à une vigilance particulière.

De manière générale, il est souligné que l'exercice de la liberté repose pour tous et très tôt sur la capacité à correctement lire, écrire, compter et sur le rôle central de l'école, à apprendre à se détendre (dès l'enfance...), mais aussi sur la préservation du pouvoir d'achat (baisser les prix des produits de première nécessité comme l'essence, la nourriture), sur la fiabilité de l'information (éthique journalistique)...

Ils insistent sur le fait que l'exercice effectif de la **liberté** repose sur l'accès aux droits qui commence par le respect des choix autour des **actes du quotidien** (douches, repas, participation aux animations, hospitalisation), l'inclusion dès l'école maternelle, la lutte contre les discriminations et la sanction des stigmatisations (moqueries et jugements portés sur la différence comme le handicap), l'accès pour tous à des logements décents...

Il insistent également sur la préservation et l'amélioration des possibilités de **mobilité** revendiquant la gratuité des transports en communs pour tous, l'aide pour payer les transports afin d'aller voir des spécialistes, la mise en place de transports adaptés pour les personnes âgées (camions mobiles pour la vaccination ou l'imagerie médicale), des aménagements liés aux trottoirs pour les personnes à mobilité réduite, des transports en commun adaptés aux personnes à mobilité réduites dans les petites villes, l'exigence d'un service réellement minimum en cas de grève dans les services publics des transports. Il est également demandé d'obliger les auto-écoles à s'adapter pour les personnes en situation de fragilité mentale, de faciliter financièrement l'accès au permis de conduire pour favoriser l'autonomie, l'accès à l'emploi et la liberté des personnes handicapées...

La liberté passe également par l'**accès à un métier**, jugé essentiel même sans formation préalable, la valorisation des compétences acquises par l'expérience, l'obligation faite aux entreprises de faire des entretiens d'embauche aux personnes en difficulté (sortants de prison, SDF, IME, gens du voyage).

Il y a une demande de réduire l'excès de **réglementation** qui est perçue comme empiétant sur nos libertés à au nom de notre sécurité.

La **sécurité** est exprimée en termes fermes : cela passe par un renforcement des forces de police et des militaires et l'amélioration de leur formation et de leurs moyens, des condamnations et sanctions plus lourdes pour les terroristes, le rétablissement de la peine de mort dans certains cas, moins de temps dans les dossiers pour les forces de l'ordre pour être avec les gens (sur le terrain), la mise en place des travaux d'intérêt général pour les petits délits, la limitation de l'immigration avec une vigilance accrue sur l'usage du droit d'asile en rétablissant les frontières nationales...

➤ Écologie et réchauffement climatique

Troisième sujet le plus souvent discuté, l'écologie repose sur un réel **changement des modes de vie** qui doit être soutenu par une politique ferme et ambitieuse au niveau local et national. *« Il faut rassembler tous les États, sans exception, pour s'organiser et fixer des objectifs forts qui devront être atteints. Dans 50 ans il sera trop tard, il faut le faire immédiatement ». « L'économie détruira la planète tant que l'argent est roi. On peut faire des efforts chacun de notre côté mais on ne fait pas le poids. Heureusement beaucoup de personnes reviennent à un mode de vie plus sain »...*

Au niveau **local**, il faudrait mettre en œuvre, au sein des établissements d'accueil, une meilleure gestion des ordures et des mégots par exemple, demander aux accompagnants d'éteindre la télé et lumière quand on quitte la chambre, manger local des pommes au lieu du pamplemousse, prévoir des portions plus petites pour moins de gaspillage... Au niveau de la **ville**, il faudrait instaurer dans chaque ville une épicerie de « vrac » avec diminution du gaspillage et des emballages (possibilités de prendre la quantité choisie et d'apporter son contenant), promouvoir le local et le bio, produire de manière responsable et réduire la surconsommation, favoriser le compostage, privilégier la nourriture locale dans les collectivités...

Au niveau **national**, les résidents s'accordent plutôt pour dire qu'il faut amplifier les politiques de **diminution du carbone** : mettre plus d'espace vert dans les zones dites prioritaires, rendre plus accessible les véhicules électriques, baisser le prix des énergies propres, réduire la consommation de pétrole, arrêter la déforestation, augmenter les énergies vertes et les panneaux solaires, organiser une journée sans véhicules à moteur...

Au regard du **monde animal**, les participants privilégient les solutions suivantes : augmenter le contrôle de l'élevage intensif, valoriser davantage les repas végétariens, augmenter les protéines végétales, arrêter le massacre des animaux (cosmétique, alimentaire...), garantir une alimentation adaptée à chaque espèce animale, retourner à une agriculture plus raisonnée, en finir avec les OGM, protéger les abeilles...

Concernant la production et la gestion des **déchets**, ils demandent de stopper les impressions massives des documents papier, de limiter les contenants plastiques, d'encourager la réutilisation des sacs, de favoriser l'architecture végétale avec par exemple des toitures végétales, de punir plus sévèrement les déchets jetés sur la voie publique (ex : masques)... C'est à leurs yeux un réel sujet intergénérationnel : *« Des actions diverses entre jeunes et anciennes générations pourraient être imaginées. En effet, la pollution nous concerne tous »...*

L'écologie passe aussi par **l'éducation** ce qui suppose de développer l'éducation à la protection de la planète, de sensibiliser les élèves à partir de l'école primaire sur la biodiversité pour avoir des comportements écoresponsables, d'enseigner aussi les anciens métiers...

➤ Coopération entre les générations

Sans surprise, comme pour le reste de la population, la coopération entre les générations s'envisage prioritairement sous l'angle des mesures en faveur du **grand âge**.

Ainsi, les résidents souhaiteraient prioritairement le financement d'une branche « **dépendance** et sujet âgé » à la Sécurité Sociale pour réduire les coûts pour les personnes et les familles. Ils souhaitent également qu'on fasse évoluer les lieux d'accueil : création de logements semi-collectifs, alternatifs à l'EHPAD, adaptés aux personnes en situation de handicap vieillissantes, développement de l'habitat partagé ou de maisons de vie intergénérationnelles, réseau de logement des étudiants chez les personnes âgées...

Les personnes âgées ne sont pas d'abord dans la plainte : *« En Ehpad nous sommes privilégiés, à l'extérieur cela devient très compliqué de se soigner »*. Les personnes handicapées sont cependant plus inquiètes : *« Qui s'occupera de moi quand mes parents seront vieux ? Et moi je vais aller où si mes parents sont morts ? »*.

Conscients que l'intergénérationnel repose sur le tissage de liens avec des **populations plus jeunes**, les participants proposent de créer des emplois étudiants le week-end et pendant les vacances scolaires dans les EHPAD pour favoriser les échanges (partage d'expérience, témoignage, formations « à la vie »), du service civique en EHPAD, de faire des EHPAD des lieux de culture et de rencontre (organiser des débats),

de prévoir des loisirs pluri générationnels, d'organiser l'apprentissage du numérique des personnes âgées par les jeunes. En sens inverse, ils sont pour le fait de développer des partenariats avec des écoles, de la maternelle au lycée à travers des rendez-vous hebdomadaires (témoignages, récits historiques, vie des générations précédentes...), d'encourager bénévolat social dès le plus jeune âge, de multiplier les rencontres entre habitants d'un même quartier, de valoriser l'expérience des seniors et sa transmission...

➤ Citoyenneté

La citoyenneté est cependant souvent perçue comme théorique et lointaine car son exercice premier (vote), malgré une appétence réelle, est entravé par des obstacles concrets, ne serait-ce qu'en termes d'accessibilité des bureaux de vote.

La première chose à faire est donc de **faciliter l'accès au vote** : aider à acheminer les personnes jusqu'au lieu de vote ; faciliter l'exercice du droit de vote par différents moyens (procuration, voie postale, vote électronique, voter dans une autre commune que la commune de résidence, déplacer un bureau de vote dans les établissements)...

L'intérêt et l'importance du vote est bien comprise. D'une manière générale, « c'est important de voter. Nos parents se sont battus pour pouvoir voter et aussi que les femmes puissent voter. Il faut le conserver ». Il faudrait donc rendre le vote obligatoire à tous les adultes en âge d'exercer ce devoir avec une inscription automatique sur les listes électorales « car les démarches administratives sont un frein ». Il apparaît également important de comptabiliser les votes blancs.

Les attentes réelles se heurtent à un **regard critique** : « *Il faut voter, c'est un devoir civique, mais parfois je suis découragé par le flot ininterrompu de discours qui me semblent plus riches en mots qu'en volonté d'agir* ». « *Je n'ai pas d'idée préconçue sur la politique, et j'avoue que souvent cela me dépasse largement* ». « *Certains semblent jongler avec les événements et trouvent de jour en jour de nouveaux chevaux de bataille dont la veille, ils ne parlaient pas* ». « *Il faudrait piocher dans les idées d'untel ou untel et réunir le meilleur, voilà l'idéal. Mais cela n'étant évidemment pas possible, il faut se décider avec celui qui possède le plus grand nombre d'idées en adéquation avec les miennes. Mais c'est dur* ».

Il y a une demande de création d'une agence indépendante pour faire des bilans réguliers des gouvernements sur leurs promesses électorales.

Avant d'aller voter, il apparaît important aux participants de pouvoir se renseigner et discuter pour **se faire une opinion**. « *Je n'avais jamais encore entendu parler durant les campagnes électorales de sauvetage écologique, des droits des femmes ou encore de la sensibilité des animaux, par exemple* ». Pour cela, il faudrait favoriser des temps d'expression partagée, sur les enjeux locaux notamment ; mais les candidats devraient faire moins de promesses pour les rendre mieux réalisables.

Au-delà de la question du vote, c'est la **citoyenneté** qui doit être réinvestie : « *Si l'on parle simplement de ce que doit être une démocratie et des droits et devoirs qui doivent l'accompagner, les choses pourraient être plus aisément exposées et comprises des citoyens* ». Les participants proposent de renforcer la création de commissions citoyennes locales pour mieux faire remonter les demandes des administrés, de reprendre les leçons de morale à l'école, sous une forme plus moderne, dans le but notamment de contribuer au maintien et à la consolidation de nos valeurs démocratiques.

La citoyenneté se découvre **au jeune âge**. Parmi les propositions émises : réinstaurer le service militaire pour les garçons et les filles dans un objectif de citoyenneté et d'accès à la formation ; rendre le service civique jeune obligatoire pendant 1 an (un peu comme le service militaire à l'époque) auprès personnes âgées (via les clubs du 3^{ème} âge, les EHPAD, les résidences autonomie, les CCAS) ; encourager le bénévolat chez les plus jeunes par le financement par l'état de publicités (TV, radio, panneaux publicitaires, réseaux sociaux) visant à promouvoir ses bienfaits...

Au rang des autres thématiques abordées, mais de façon moins récurrente, on peut noter le Digital pour tous, ainsi que les questions touchant à l'éducation.

> Digital pour tous

Clairement perçu comme un enjeu majeur de nos sociétés mais désarmant et difficile d'accès, ce sujet a été plus difficile à explorer. Les réflexions ont principalement porté sur les thèmes suivants : Comment réduire les couts informatiques ? Comment aider les personnes en difficultés à réaliser leurs démarches en ligne ? Comment limiter les risques numériques ?

L'accès au numérique est un sujet **perçu comme problématique**. Il faut non seulement déployer le wifi dans les chambres mais aussi créer des aides financières à la connexion et à l'acquisition d'équipements numériques, améliorer l'accès à internet dans les zones rurales,

Reconnaissant que le digital repose sur des **connaissances techniques** les dépassent, les participants demandent l'implication des mairies pour proposer des formations numériques pour les habitants de chaque ville, la création d'aides audio visuelles (Tutos/Blogs...) adaptées aux personnes en situation de fragilité mentale...

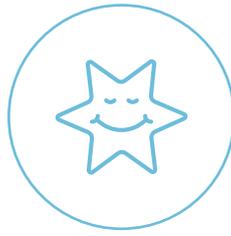
La question du numérique est aussi envisagée sous l'angle de la **sécurité des personnes comme des données** allant jusqu'à parler de « santé numérique » : mettre en place des applications avec des filtres de protection, lutter contre le cyber-harcèlement (notamment sur les réseaux sociaux) par une sécurité du digital et une pénalisation accrue...

> Éducation

Le sujet de l'éducation a été spontanément abordé dans certains ateliers.

Les participants préconisent d'intégrer des cours du « **vivre ensemble** » dans les programmes scolaires (dès la maternelle), de réinstaurer les leçons de morale dans l'objectif d'un guidage et d'une anticipation des difficultés auxquelles on peut être confronté dans la vie, de proposer le retour de la blouse à l'école, au collège et au lycée (pour permettre une égalité de classe sociale, et promouvoir l'égalité des sexes), de remplacer les allocations familiales par des bons alimentaires en cas de non-respect des règles éducatives...

Ils proposent également de laisser plus de libertés et de choix aux directeurs d'écoles publiques dans la constitution des équipes pédagogiques, et d'organiser des journées « portes ouvertes » au sein d'établissements accueillant des jeunes en difficultés (IME, MFR) pour montrer les « forum des compétences ».



REMERCIEMENTS

Merci au 937 participants et participantes !

Merci aux 46 établissements et foyers d'accueil qui ont pris part à cette opération, **ainsi qu'à leurs animateurs et animatrices**. Ces établissements et foyers sont gérés par les associations ou groupes gestionnaires suivants : ADEF Résidences, ALGEEI, L'Arche en France, Fondation Partage et Vie, Fondation Anaïs, Itinova, Korian, Œuvre Falret, UNAPEI 30, Vivre et Devenir.

Et enfin, **merci aux organisations membres du Cercle Vulnérabilités et Société qui ont contribué à coconstruire le kit d'animation #MaVoixCompte2022 :**

AD-PA, ADEF Résidences, L'Arche en France, Armée du Salut, Croix-Rouge française, Enéal, Fondation Partage et Vie, France Alzheimer, Korian, Œuvre Falret, Maisons de famille, Vivre et Devenir.



Cercle Vulnérabilités et Société

www.vulnerabilites-societe.fr

@Cercle VS

Contact : team@vulnerabilites-societe.fr

Les structures membres du Cercle Vulnérabilités et Société,
engagées dans la réflexion et l'action pour *faire de la vulnérabilité une force !*



LA PRÉSENTE NOTE N'ENGAGE PAS INDIVIDUELLEMENT CHAQUE MEMBRE DU CERCLE V&S